

1^{er} février 2012 / N° 104

KOFF – swisspeace

- Formation sur la gestion de programme sensible aux conflits en Colombie
- Mandat du PNUD sur la prévention des conflits
- Séminaire NCCR en Ethiopie
- Les femmes dans les négociations de paix

Point fort

- Environnement de sécurité et de développement difficile en Afghanistan

Nouvelles d'ONG suisses

- Peace Watch Switzerland observe le transfert silencieux de populations
- Société pour les peuples menacés: projet d'archives tchéchènes
- miva Suisse: procès publics mobiles en République démocratique du Congo

Nouvelles des services gouvernementaux suisses

- Promotion de la paix: le Parlement approuve le crédit-cadre 2012-2016
- Evolution de l'engagement international et suisse en Afghanistan
- La Division Sécurité humaine renforce son soutien aux élections dans le cadre de sa politique de paix

Organisations internationales partenaires

Manifestations, Publications, Sur le Web

Editeur:
Centre pour la promotion
de la paix (KOFF)
Sonnenbergstrasse 17
CH - 3000 Bern 7
Tel: +41 (0)31 330 12 12
www.swisspeace.ch/koff

swiss
peace

KOFF – swisspeace

Liens

- [KOFF-HELVETAS Swiss Intercooperation Modèle en trois phases](#)
- [DDC: Conflict Sensitive Program Management](#)
- [DDC: Conflict Sensitive Engagement, Lessons Learned from Swiss Experiences in South Asia for Aid Effectiveness in Fragile Scenarios](#)
- [DDC: Achieving Development Results in a Fragile and Conflict Affected Context – Insights from Nepal](#)

Complément d'information:
KOFF [Marcel von Arx](#)

Formation sur la gestion de programme sensible aux conflits en Colombie

Fin novembre 2011, un séminaire régional sur la gestion de programme sensible aux conflits (GPSC) de la Direction du développement et de la coopération (DDC) a eu lieu en Colombie. De Tegucigalpa au Honduras à La Paz en Bolivie, la DDC encourage la paix et contribue à réduire la pauvreté, et cela en tenant dûment compte de la dimension de conflit. C'est pourquoi des représentant(e)s de plusieurs bureaux de coopération de la DDC en Amérique latine et de certaines organisations partenaires colombiennes ont reçu, à Carthagène, une formation sur cette approche sensible au conflit. Le Centre pour la promotion de la paix (KOFF) de swisspeace a contribué à ce séminaire à travers l'envoi d'un co-formateur. Le modèle en trois phases de KOFF-HELVETAS Swiss Intercooperation a de nouveau été appliqué à cette occasion.

La première étape du modèle invite à procéder à une minutieuse analyse de conflit en mettant l'accent sur les facteurs cruciaux pour la paix et le conflit. Sur cette base, la deuxième étape sonde l'influence du conflit sur le programme, l'organisation et les organisations partenaires. Se posent alors les questions suivantes: l'organisation travaille-t-elle avec des bénéficiaires pertinents pour la promotion de la paix? L'organisation est-elle active dans des zones particulièrement touchées par le conflit? Doit-elle et peut-elle nouer le dialogue avec des rebelles?

La troisième étape opère ensuite les adaptations opérationnelles concrètes. Il faut savoir que la transparence du programme est renforcée à travers des consultations publiques sensibles au conflit et que la coordination avec les organisations partenaires doit aussi inclure les questions de sécurité. Il y a également lieu de prendre en considération les groupes de population traditionnellement marginalisés lors du recrutement d'employés et du choix des organisations partenaires, car leur marginalisation peut être une source de conflits.

Le séminaire a permis de présenter le réseau Conflits et droits de l'homme de la DDC dans la région, de discuter de nombreuses „lecciones identificadas“, c'est-à-dire des leçons tirées du contexte latino-américain, et de renforcer les effets de synergie entre les programmes. Finalement, il a donné l'occasion de réfléchir à la possible élaboration de lignes directrices pour le travail sensible aux conflits en Amérique latine.

20.12.2011

Liens

- [swisspeace: Peace-building Analysis and Impact](#)
- [Projet BEFORE](#)

Mandat du PNUD sur la prévention des conflits

En décembre en République de Guinée, swisspeace a exécuté un mandat du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) visant à renforcer le rôle de la société civile dans le domaine de la prévention et de la gestion des conflits. L'objectif était de concevoir des cahiers thématiques sur la prévention et la résolution des conflits pour le Conseil national des organisations de la société civile en Guinée (CNOSCG). Les cahiers en question et une stratégie de mise en

- [PNUD Guinée](#)
- [CNOSCG](#)

Complément d'information:
swisspeace
[Sidonia Gabriel](#)
[Nadina Diday](#)

œuvre doivent aider cette association faitière des organisations de la société civile à réaliser ce projet à long terme.

En étroite concertation avec le PNUD et le CNOSCG, les consultantes de swisspeace ont décidé de rédiger onze cahiers thématiques différents dont sept cahiers informatifs, notamment sur les mécanismes modernes et traditionnels de résolution des conflits, le rôle des femmes et celui de la jeunesse. Elles ont en outre élaboré des cahiers de formation sur l'analyse des conflits, la négociation et la médiation ainsi que la réconciliation. Une dernière brochure présente les grandes lignes de la stratégie de mise en œuvre. Sur place, le développement thématique des cahiers a pu se baser sur des interviews avec des protagonistes importants. Les consultantes de swisspeace ont en effet interrogé une semaine durant, dans trois régions du pays, des imams, des sages, des acteurs de la société civile, des magistrats et des communicateurs traditionnels sur les multiples thèmes. La question de savoir comment concrétiser les différentes approches de résolution de conflits a aussi été posée. Ces précieuses informations ont permis de rédiger des cahiers en prise directe avec la réalité et de les illustrer par des exemples concrets. La stratégie de mise en œuvre élaborée doit également intégrer les structures en place et les mettre en réseau.

Près de 50 membres du CNOSCG de toutes les régions du pays se sont ensuite réunis pour un séminaire de trois jours à Conakry afin de discuter des cahiers, de les passer en revue et de les compléter. Le calendrier convenu prévoit d'illustrer le matériel informatif à travers des dessins et de mettre ce dernier à la disposition des structures régionales et des organisations membres du CNOSCG pour leurs activités dès le début du mois de mars.

03.01.2012

Liens

- [swisspeace: NCCR North-South](#)
- [CDE](#)
- [Fonds national suisse](#)
- [IGS North-South](#)
- [KFPE](#)

Séminaire NCCR en Ethiopie

La région de la Corne de l'Afrique fait face à de multiples problèmes. Dans le cadre du Pôle de recherche national Nord-Sud (NCCR North-South), swisspeace travaille depuis plus d'une décennie en Ethiopie et au Soudan, où la Fondation mène des projets de recherche sur les questions cruciales pour cette région. Durant la deuxième semaine de janvier, un séminaire a eu lieu à Addis-Abeba. Les résultats scientifiques y ont été présentés et leur potentiel de mise en œuvre discuté. Des chercheurs d'Ethiopie et de Suisse ont partagé leurs conclusions et ont soulevé des questions susceptibles de mener à de nouvelles recherches. De nombreux représentant(e)s d'institutions gouvernementales éthiopiennes et le responsable suisse de la Direction du développement et de la coopération (DDC) sur place ont également pris part à cette rencontre qui a permis d'adresser diverses questions: l'érosion des sols et les ventes de terres, l'irrigation et l'énergie hydraulique, le débat international sur le climat et la conservation du CO₂, l'urbanisation et le fédéralisme ethnique ainsi que les structures d'autorités traditionnelles. Cet échange interdisciplinaire fructueux entre chercheurs des sciences naturelles et sociales du Nord et du Sud a été accueilli favorablement.

De futures recherches pourront par exemple porter sur les impacts hydrologiques et politiques de nouveaux barrages éthiopiens et en même temps sur les possibilités

Complément d'information:
swisspeace
[Laurent Goetschel](#)

de prévenir d'éventuels effets négatifs. La DDC, le Centre interdisciplinaire pour le développement durable et l'environnement (CDE) de l'université de Berne et swisspeace entendent collaborer à cette fin. Dans le futur, l'International Graduate School North-South (IGS North-South) conjointement gérée par les universités de Bâle, Berne et Zurich, ainsi que le Fonds pour la recherche sur les questions globales du Fonds national suisse permettront de continuer à mener des projets interdisciplinaires et transdisciplinaires communs. Dans ce contexte, la Commission suisse pour le partenariat scientifique avec les pays en développement (KFPE) agit comme groupe de pression et de réflexion en vue d'encourager l'échange entre le Nord et le Sud ainsi qu'entre la politique et la science. 21.01.2012

Liens

- [swisspeace: Gender & Peacebuilding](#)
- [Séminaire de la GIZ](#)

Complément d'information:
KOFF [Barbara Brank](#)

Les femmes dans les négociations de paix

Invité par la Société allemande de coopération internationale (GIZ), le Centre pour la promotion de la paix (KOFF) de swisspeace a pris part à un séminaire sur l'encouragement de la participation des femmes dans les négociations de paix. Des femmes actives dans la promotion de la paix dans diverses régions en proie à un conflit ou sortant d'un conflit, dont plusieurs bénéficient d'une expérience directe de négociations, des expert(e)s internationaux ainsi que des représentant(e)s de la GIZ et de ministères fédéraux allemands se sont rencontrés à cet effet à la fin janvier à Berlin. De nombreux obstacles continuent d'empêcher les femmes de prendre part aux négociations les plus importantes et décisives pendant les processus de paix. Pour cette raison, les participantes ont discuté des approches et mesures propres à pouvoir surmonter ces barrières.

Les déléguées de la société civile n'ont quasiment pas accès aux forums de négociation, où se prennent les décisions cruciales sur les futures institutions et sur la cohabitation sociale. De l'avis unanime des participantes, cela fait obstacle à la formulation de traités de paix représentatifs. De plus, il est incertain que de tels accords puissent servir de fondation à une société démocratique et pacifique. Comme l'a relevé une des participantes: le pouvoir de décider de la continuation ou de l'arrêt des actions militaires reste une chasse gardée des hommes. Tant que les négociations de paix visent essentiellement à mettre fin aux hostilités, les hommes continueront d'occuper les places à la table des négociations. Mais la sécurité humaine inclut également la protection contre la violence sexospécifique et d'autres formes d'exploitation. C'est pourquoi une large participation des femmes aux négociations de paix offre l'opportunité de mettre fin à long terme à diverses formes de violence. 26.01.2012

Point fort

Liens

- [Office allemand des affaires étrangères: documents sur la Conférence de Bonn](#)
- [swisspeace: site web sur l'Afghanistan](#)

Environnement de sécurité et de développement difficile en Afghanistan

La Conférence de Bonn sur l'Afghanistan a défini les orientations pour la période suivant le retrait des troupes internationales en 2014. Ce Point fort montre que le renforcement des talibans et les tâches de sécurité assumées toujours plus souvent par des milices locales sapent l'objectif d'un Etat capable de fonctionner. C'est pourquoi les acteurs suisses de développement continueront d'être confrontés à d'énormes défis en Afghanistan.

Dans la déclaration finale de la Conférence de Bonn du 5 décembre 2011, les 85 Etats participants et les 15 organisations internationales ont déclaré les dix prochaines années comme la „décennie de la transformation“ en Afghanistan. Pendant cette période, le pays dévasté par la guerre doit devenir un „Etat pleinement opérationnel et durable au service de ses citoyens“. Pour cela tant la sécurité que le développement sont indispensables.

Au début de l'opération *Enduring Freedom*, les Etats-Unis et leurs alliés se sont appuyés sur des personnalités locales influentes issues des rangs de l'Alliance du Nord essentiellement. Après la chute du gouvernement taliban à la fin 2001, les forces d'occupation ont poursuivi, avec le gouvernement du président Karzai, une stratégie de construction d'un Etat central fort dont la sphère d'influence devait peu à peu s'étendre à toutes les provinces. Mais en dépit des efforts considérables consacrés à mettre en place des forces de sécurité afghanes au plan national, celles-ci ne sont aujourd'hui même pas en mesure de garantir la sécurité à Kaboul. L'influence croissante des talibans et la tentative des Etats-Unis de transmettre davantage les responsabilités sécuritaires à des milices locales pourraient remettre en cause la détermination affichée lors de la Conférence de Bonn.

Renforcement de la sécurité à travers la militarisation des acteurs locaux?

Un changement de stratégie aux conséquences notables se dessine depuis l'annonce de la réduction des troupes par le gouvernement Obama. Outre la création de l'armée nationale afghane, de la police nationale et de la police locale, les Etats-Unis semblent toujours davantage déléguer la responsabilité de la sécurité à des leaders locaux. Ces milices sont constituées essentiellement à partir de structures claniques, organisées aux échelons des provinces et des districts. En collaboration avec les forces de sécurité, elles devront tenir les groupes d'insurgés en échec après le retrait des forces militaires étrangères et empêcher une vacance du pouvoir. Mais cette stratégie peut aussi déboucher sur de nouveaux problèmes.

En Afghanistan, presque chaque province se caractérise par une organisation sociale constituée de plusieurs groupes ethniques, religieux et politiques aux intérêts en partie divergents. Dans la province frontalière de Nangarhar par exemple, d'anciens communistes du Parti démocratique populaire d'Afghanistan occupent une position dominante dans l'armée nationale. La police nationale, quant à elle, recrute essentiellement son personnel parmi les membres de l'Alliance du Nord, laquelle luttait contre les talibans sous la conduite du commandant défunt Ahmad

Schah Massoud, et se composait de plusieurs groupes ethniques. Dans le secteur de la sécurité, naissent également des conflits de compétence avec la police locale afghane et les milices nouvellement créées. Les organes de sécurité se meuvent en outre dans un contexte sur lequel des leaders locaux traditionnels, des hommes d'affaires influents, des groupes d'insurgés et la criminalité organisée exercent une grande emprise également. La constellation des protagonistes devient encore plus complexe si l'on considère les puissances régionales: le Pakistan, l'Iran et les Etats d'Asie centrale.

Dans le contexte de ces rapports de force hautement compliqués se pose la question cruciale de savoir à qui les Etats-Unis et leurs alliés confieront la responsabilité de la sécurité après le retrait des troupes en 2014. Si l'un des protagonistes est trop favorisé lors de la répartition du pouvoir, des groupes s'estimant lésés peuvent soit basculer dans l'opposition armée soit tenter d'asseoir leurs privilèges par d'autres moyens. Ces rapports complexes en toile de fond de l'intégration des acteurs locaux dans la structure de sécurité renforcent le danger latent d'une guerre civile et mettent en péril le travail déjà difficile des organisations de développement.

Conséquences pour les acteurs suisses

Cette logique place les projets de développement internationaux devant de nouveaux défis. Les organisations non gouvernementales travaillant dans des zones reculées sont en premier lieu confrontées à un nombre croissant de groupes d'insurgés tentant d'exercer de l'influence sur leurs activités. Le NGO Safety Office (ANSO) afghan a laissé entendre que dans plusieurs régions les talibans avaient constitué des gouvernements parallèles. L'ANSO va si loin dans ses recommandations qu'il encourage les ONG à reconnaître dans certains cas l'autorité des talibans et à s'entendre avec les insurgés pour la sécurité du personnel et des programmes.

Les projets de développement suisses sont actuellement bien acceptés par la population afghane, parce qu'ils misent sur une étroite collaboration avec les structures locales. Comme les doyens des clans, les conseils communaux et les autorités religieuses sont toujours considérés comme les représentants légitimes de la communauté, ils peuvent maintenir des contacts avec les insurgés et faire office d'intermédiaires en cas de problèmes. Cette approche sensible au conflit a jusqu'ici rendu possible la poursuite des projets suisses d'aide humanitaire et de développement. De plus, elle permet de faire comprendre les objectifs des projets à la population. Si ces acteurs locaux se militarisent davantage à cause de la nouvelle stratégie de sécurité américaine, on assistera à un dangereux mélange d'objectifs civils et militaires. De surcroît, les actuels interlocuteurs et partenaires de coopération locaux deviendraient des parties belligérantes. La stratégie suisse serait par conséquent menacée par la constitution de milices locales à travers tout le pays.

La militarisation de communautés locales sape l'objectif formulé lors de la deuxième Conférence de Bonn sur l'Afghanistan de faire avancer le pays, grâce au développement économique notamment, vers un pays „souverain, stable et uni“. Cette évolution mettrait en péril des services d'assistance que les acteurs internationaux apportent à la population afghane. Le signal serait dévastateur si les organisations de développement civiles se voyaient contraintes d'arrêter leurs projets en raison de l'insécurité croissante. La confiance des Afghanes et des

Complément d'information:
KOFF [Can Deniz](#)

Afghans dans la communauté internationale s'en trouverait fortement ébranlée. Les acteurs suisses seraient par conséquent bien inspirés de tout mettre en œuvre pour maintenir la distance avérée envers les acteurs militarisés et conserver ainsi leur crédibilité. Une telle approche pourrait ouvrir de nouvelles perspectives, en particulier dans la phase suivant le retrait des troupes internationales. 21.01.2012

Nouvelles d'ONG suisse

Liens

- [PWS](#)
- [Factsheet](#)
- [Conseil œcuménique des Eglises: EAPPI](#)

Complément d'information:
Peace Watch Switzerland
[Jenny Bolliger](#)

Peace Watch Switzerland observe le transfert silencieux de populations

Peace Watch Switzerland (PWS), conjointement avec l'Entraide protestante suisse (EPER), envoie chaque année douze observatrices et observateurs des droits humains en Palestine et en Israël. Sur place, ces bénévoles participent au Programme œcuménique d'accompagnement en Palestine et en Israël (EAPPI) du Conseil œcuménique des Eglises. Documenter les violations des droits humains est une composante importante du programme œcuménique d'accompagnement. La factsheet récemment élaborée par EAPPI et PWS se base sur des observations et des recherches dans la zone C. La subdivision en zones de la Cisjordanie repose sur l'accord d'Oslo de 1995: la zone C comprend 62 pourcent de la Cisjordanie et est entièrement sous contrôle israélien. Avec leur fiche d'information, EAPPI et PWS entendent informer le grand public de la vie quotidienne dans les territoires occupés et des violations des droits humains qui y sont perpétrées.

Cette fiche d'information relate, par exemple, un cas qui s'est produit en juin dernier dans le village bédouin d'Al Hadidiya, dans la vallée du Jourdain. Elle décrit l'arrivée, un matin, d'un convoi de véhicules militaires israéliens et de bulldozers qui détruisirent de nombreuses habitations. Cette opération fit 40 sans-abri. Lorsque les observatrices d'EAPPI sont arrivées dans ce village, une femme âgée raconta que les soldats avaient refusé tout dialogue et uniquement mentionné leur ordre de mission.

Selon les observateurs, l'armée aurait démoli non seulement des habitations, mais aussi des étables, des clôtures et des bassins collectant l'eau de pluie. L'ONU indique qu'au premier semestre 2011 les autorités israéliennes ont détruit 342 bâtiments appartenant à des Palestiniens dans la zone C. Environ 3'000 ordres de démolition restent en suspens et concernent notamment 18 écoles. Y figurent aussi plusieurs bâtiments financés par des bailleurs de fonds étrangers comme l'Union européenne et l'USAID. C'est la raison pour laquelle PWS s'efforce de poursuivre sa participation à l'observation des droits humains d'EAPPI en Palestine. 06.01.2012

Liens

- [SPM](#)

Complément d'information:

SPM [Shoma Chatterjee](#)

Société pour les peuples menacés: projet d'archives tchéchènes

Ces dernières années, la place des archives a beaucoup évolué au sein du paradigme des droits humains. Les archives ne conservent pas uniquement la mémoire collective, elles permettent aussi d'assurer la responsabilité historique pour les actes commis. Pour la Tchétchénie, où le long conflit armé largement oublié a été marqué par des violations systématiques des droits humains, la conservation d'enregistrements sur des crimes de guerre et des violations des droits humains peut offrir un point de départ pour le traitement du passé.

La militante pour les droits humains Zainap Gashaeva est à l'origine du projet d'archives tchéchènes. Son organisation a rassemblé des centaines d'heures de films non coupées depuis la première guerre de Tchétchénie en 1994. Ces archives doivent préserver la mémoire collective et la vérité. Lorsque l'opération dite anti-terroriste débuta en 1999, ces précieux enregistrements vidéo furent cachés, mais les risques pour le matériel et ses propriétaires devinrent trop importants. C'est pourquoi les archives ont été secrètement remises à la Société pour les peuples menacés (SPM). Celle-ci conserve et numérise ces séquences filmées et les met à la disposition des personnes intéressées, à des fins de recherche. Sans cet engagement, les vidéos auraient été détruites, seraient inutilisables ou le public intéressé en aurait été privé. Les archives se trouvent toujours en Suisse et comprennent plus de 400 enregistrements, auxquelles s'ajoutent des vidéos supplémentaires de journalistes renommés actifs pendant ce conflit.

Près de deux décennies plus tard, aucune responsabilité n'a été prise, ni publiquement ni devant la justice, pour les violations des droits humains commises. Les informations contenues dans les archives doivent permettre de rendre justice aux victimes par la conservation de la mémoire collective du passé et de juger les auteurs de crimes graves. Sans efforts dans ce sens, l'espoir d'une réconciliation demeure ténu et la spirale de la violence se poursuit.

16.01.2012

Liens

- [miva Suisse](#)
- [Projet au Sud Kivu](#)

miva Suisse: procès publics mobiles en République démocratique du Congo

En raison des conflits latents opposant divers groupes armés, la population civile de la province du Sud Kivu, à l'est de la RD du Congo, souffre depuis des années de problèmes d'insécurité, de pillages, de l'atroce violence armée et de migration forcée. Dans ce contexte, la violence sexualisée est systématiquement utilisée comme arme de guerre par toutes les milices et l'armée nationale. Pourtant, les auteurs de la plupart des violations des droits humains restent impunis.

L'Union Chrétienne pour le Progrès et la Défense des Droits de l'Homme (UCPDHO) s'oppose contre cet état de fait en organisant des „chambres foraines“. Ces procès publics mobiles rendent une justice adaptée aux conditions locales. Etalés sur trois à quatre jours, ces procédures judiciaires permettent de combattre l'impunité

Complément d'information:
miva Suisse [Gabriella Wiss](#)

dans les cas de violence sexualisée et d'autres violations des droits humains, de dédommager les victimes et de prononcer immédiatement les jugements devant la communauté rassemblée. Ces procès visent en outre à sensibiliser la population à l'Etat de droit et au respect des droits humains. A long terme, le seuil de peur pour les victimes de porter plainte devant des instances judiciaires peut ainsi être abaissé. Un premier succès a été obtenu en automne dernier: quatre membres de l'armée nationale ont pu être condamnés à des peines de prison par le tribunal de garnison d'Uvira et au versement de dommages et intérêts.

miva Suisse apporte son soutien à l'organisation UCPDHO en cofinçant un véhicule tout-terrain adapté aux pistes. Ce véhicule assure le transport vers les villages du personnel judiciaire menant les procès mobiles. De plus, l'ONG locale utilise ce véhicule pour des visites de contrôle dans les prisons. Cette mobilité permet à l'organisation de contribuer au respect des droits humains dans le Congo oriental.

18.01.2012

Nouvelles des services gouvernementaux suisses

Liens

- [Message concernant le crédit-cadre](#)
- [Division Sécurité humaine](#)

Complément d'information:
DFAE [Sabina Läderach](#)

Promotion de la paix: le Parlement approuve le crédit-cadre 2012-2016

Couvrant la promotion de la paix, les droits de l'homme, la démocratie, la politique humanitaire et la politique extérieure de migration, la promotion de la sécurité humaine est un instrument majeur de la politique extérieure suisse depuis plus d'une décennie. Depuis début 2004, les activités de la Division politique IV (DP IV) du Département fédéral des affaires étrangères DFAE sont financées par un crédit-cadre alloué par le Parlement. Après l'approbation par le Conseil national en septembre 2011, le Conseil des Etats a aussi donné son aval au troisième crédit-cadre, à une confortable majorité, à la fin de l'année dernière. Portant sur un total de 310 millions de francs, ce dernier entre en vigueur dès le mois de mai 2012.

Le message concernant le crédit-cadre définit la future orientation stratégique de la DP IV. Il se fonde sur les instruments éprouvés comme par exemple la médiation, les initiatives diplomatiques, les partenariats stratégiques et le Pool suisse d'experts. La DP IV se concentrera par ailleurs sur 6 thèmes à l'avenir: paix et sécurité, traitement du passé, politique des droits de l'homme, protection des civils, démocratie, migration et lutte contre la traite des êtres humains. Le message établit simultanément de nouveaux accents et priorités. Il prévoit un engagement plus substantiel dans le Caucase, un élargissement de la politique extérieure en matière des droits de l'homme ainsi qu'un engagement plus soutenu dans le domaine de la promotion de la démocratie, de la prévention des conflits et du désarmement. Environ 50 millions de francs sont prévus pour le programme spécial en faveur de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Conjointement avec la Direction du développement et de la coopération, le Secrétariat d'Etat à l'économie et l'Office fédéral des migrations, la DP IV entend de cette manière apporter une contribution à la consolidation des processus de démocratisation déclenchés par les révolutions populaires dans ces régions. Depuis le 1^{er} février 2012, la DP IV s'appelle désormais la „Division Sécurité humaine“ (DSH).

17.01.2012

Liens

- [DDC: Programme en Afghanistan](#)
- [Exposition photographique itinérante financée par la DDC sur les développements positifs en Afghanistan depuis une décennie](#)
- [Office allemand des affaires étrangères: Conférence de Bonn](#)
- [Déclaration finale de la Conférence de Bonn](#)

Complément d'information:
DDC [Frank Wiederkehr](#)

Evolution de l'engagement international et suisse en Afghanistan

Le 5 décembre 2011, Bonn a accueilli la deuxième Conférence sur l'Afghanistan – dix ans après la conférence tenue au Petersberg après la chute du régime taliban en 2001. L'objectif était de montrer que la communauté internationale allait continuer d'apporter à l'Afghanistan son soutien au-delà de 2014 et de recevoir en même temps des dirigeants afghans un engagement ferme à conduire des réformes. Les assurances de part et d'autre dans les domaines de la gouvernance, de la sécurité, du processus de paix, du développement économique et social ainsi que de la collaboration régionale doivent garantir qu'après 2014 une décennie de „transformation” succède à la phase de „transition” actuelle. Cette période doit permettre la mise en place de structures institutionnelles durables d'un Etat de droit, d'entamer un développement économique et de garantir la stabilité et la paix dans la région. Une telle approche est censée mener l'Etat au pied de l'Hindou Kouch à assumer pleinement sa souveraineté dès 2024.

La déclaration finale de la conférence émet un signal clair pour l'avenir, tant pour la population afghane que pour les opinions publiques des pays bailleurs. Mais à l'optimisme affiché dans le document final de la conférence font écho des voix moins confiantes des acteurs de la société civile qui se sont réunis parallèlement à la conférence. Pour la Suisse, Bonn a donné l'occasion de présenter son engagement en Afghanistan sur un plan international de haut niveau. Il est apparu que la Confédération occupe une niche avec son engagement impartial et civil à long terme. En effet, la Suisse est perçue et appréciée comme un petit partenaire certes, mais souple et fiable, en contact direct avec la réalité du terrain.

Pendant les trois prochaines années durant le retrait des troupes internationales, la Direction du développement et de la coopération (DDC) s'orientera à la nouvelle stratégie de coopération 2012-2014 en Afghanistan que le Comité de direction de la DDC a approuvée en décembre 2011. Celle-ci postule clairement que la Suisse entend poursuivre son engagement à long terme dans le pays. Elle formule l'objectif de mieux prémunir la population afghane contre les contraintes internes et externes. Ainsi le développement social inclusif, l'amélioration des moyens de subsistance ruraux et le renforcement de la gouvernance locale et des droits humains figurent au cœur des efforts. La gestion de projet sensible au conflit renforcée, l'intégration sociale ainsi que l'amélioration de la place des femmes jouent également un rôle crucial dans ce contexte. Avec ce document en phase avec la stratégie afghane de développement national, la DDC est en bonne posture pour s'adapter à l'environnement changeant de par le retrait des troupes internationales – même si les effets concrets demeurent difficiles à cerner à ce stade. 20.01.2012

Liens

La Division Sécurité humaine renforce son soutien aux élections dans le cadre de sa politique de paix

La Division Sécurité humaine (DSH) du Département fédéral des affaires étrangères DFAE renforce ses efforts pour prévenir et résoudre la violence et les conflits liés

- [Division Sécurité humaine](#)
- [Concept du cycle électoral](#)
- [swisspeace](#)
- [FORS](#)

Complément d'information:
DFAE [Sarah Bernasconi](#)

aux processus électoraux. En 2011, elle a élargi ses activités dans ce domaine, entre autres par la mise au concours d'un mandat d'appui, dit de backstopping, attribué à un consortium composé de la Fondation suisse pour la paix swisspeace et du Centre de compétences suisse en sciences sociales (FORS). L'objectif est de pouvoir bénéficier de l'expertise disponible ainsi que d'un soutien conceptuel et thématique concernant les processus électoraux.

Les élections marquent une étape décisive dans les processus de paix et de démocratisation ainsi que dans les pays sortant d'un conflit armé. L'ensemble du processus électoral génère souvent une dynamique fondamentale pour la promotion de la paix. Les élections sont généralement un sujet durant des pourparlers de paix, alors que la tenue des premières élections après un conflit suscite autant d'espoir qu'elle n'engendre de défis pour la paix. En effet, un scrutin populaire peut provoquer des flambées de violence même dans des pays relativement stables. Des conflits apparents ou des tensions sous-jacentes peuvent s'aggraver durant le cycle électoral et déclencher des actes de violence, surtout lorsque les résultats électoraux sont opaques et peu crédibles. C'est pourquoi il faut davantage tenir compte, dans la politique de paix, du droit humain permettant de voter, d'élire et d'être élu. Le mandat d'appui et, de manière générale, la collaboration avec des experts suisses permettent au DFAE de mieux s'engager dans le domaine des conflits liés aux processus électoraux.

25.01.2012

Organisations internationales partenaires

Info

Cette rubrique propose une palette de nouvelles émanant de dix organisations partenaires

- [Berghof Foundation](#)
- [CDA Collaborative Learning Projects](#)
- [Conciliation Resources](#)
- [EPLO](#)
- [forumZFD](#)
- [FriEnt](#)
- [GIZ](#)

Berghof Foundation

- Depuis le 1^{er} janvier 2012, Berghof Conflict Research, l'Institut allemand pour la pédagogie de la paix de Tubingue et Berghof Peace Support forment une organisation commune. La [Berghof Foundation](#) se voit ainsi dotée d'un profil plus étoffé et d'une nouvelle structure organisationnelle. Ce regroupement permet de concentrer les multiples compétences, afin de renforcer davantage les atouts de l'organisation.

Conciliation Resources

- Récemment paru, le [Policy Brief](#) de Conciliation Resources aborde la question du conflit dans la région du Haut-Karabagh. Ce document analyse le problème du million de personnes déplacées. Apporter une réponse à cette question joue un rôle crucial dans l'optique d'un futur traité de paix.

GIZ

- Depuis le mois de janvier, la Société allemande de coopération internationale ([GIZ](#)) possède une nouvelle page web. Avec sa nouvelle conception, sa structure et ses contenus optimisés, cette nouvelle présentation sur Internet offre un tableau complet de l'éventail des services ainsi que des activités de la GIZ et offre en même temps un accès rapide pour la recherche d'information.

- [GPPAC foundation](#)
- [International Alert](#)
- [Plattform Zivile Konfliktbearbeitung](#)

Plattform Zivile Konfliktbearbeitung

- Du 2 au 4 mars, la Plateforme allemande pour la résolution des conflits tient sa [réunion annuelle](#) qui aborde le thème d'une logique de paix à la place d'une logique sécuritaire („Friedenslogik statt Sicherheitslogik“). Etalée sur trois jours, la conférence soulève le problème de l'omniprésence de la sécurité dans la politique de paix et souhaite remettre en question les paradigmes prédominants.

Manifestations

Info

Cette rubrique renseigne sur certaines manifestations tenues en Suisse dans le domaine de la promotion civile de la paix.

- Le 2 février aura lieu à Zurich une [présentation](#) en allemand sur le thème „Emotions et sentiments –obstacle pour vivre ensemble en démocratie?“ de l'Institut pour la transformation des conflits et la construction de la paix (ICP). Du 24 au 26 février et du 24 au 25 mars, l'ICP organise en outre à Berne des [séminaires de formation continue](#) sur la thérapie sociale. Ces workshops transmettent des connaissances sur les mécanismes des formes de violence collective dans les démocraties et sur la manière d'y remédier dans une société marquée par le racisme, la discrimination et la xénophobie.
- SCI Suisse, en collaboration avec Sandro Varisco, organise le séminaire „Résolution intégrative de conflits“ sur les stratégies d'actions basées sur l'approche TRANSCEND. La méthode développée par Johan Galtung entend aborder la question des causes et montrer des possibilités pour surmonter la logique du noir et blanc associée aux conflits. Le cours aura lieu le 10 mars 2012 à Berne. [Contact et inscription.](#)
- L'association allemande Archiv Aktiv et l'Institut für Friedensarbeit und Gewaltfreie Konfliktaustragung proposent une journée d'étude sur les [formations en action non violente](#). Cette formation continue se tiendra le 28 avril à Hambourg avec pour objectif de réunir des participants et des formatrices travaillant dans des mouvements sociaux et des organisations non gouvernementales. [Inscription.](#)
- Du 20 août au 7 septembre 2012, l'[Institut du fédéralisme](#) organise la 24^e édition de l'université d'été sur le fédéralisme, la décentralisation et la résolution des conflits. Aux étudiants avancés et aux jeunes professionnels, ce cours de trois semaines donne un aperçu des recherches scientifiques et des leçons pratiques dans ces domaines. A la suite du cours, l'Institut propose le „Internship Program for Young Professionals in Federalism 2012“. Durant six semaines entre septembre et octobre, les personnes ayant suivi le cours peuvent réunir des expériences professionnelles sur la réalité du fédéralisme suisse. [Candidatures:](#) du 1^{er} février au 31 mars.

Publications

Info

Gagner avec les seigneurs de guerre en Afghanistan

Selon les auteurs de l'article récemment paru „Winning with Warlords in Afghanistan“, les décideurs politiques américains voient dans la mise en place d'une démocratie libérale associée au développement économique et dans l'établissement

- [M. Penceny et Y. Bosin, 2011. Winning with Warlords in Afghanistan, in: Small Wars & Insurgencies, 22\(4\), pp 603-618.](#)

d'un Etat central fort des facteurs décisifs pour une victoire à long terme. En revanche, ils ont été tributaires, dès le début de la guerre, de l'aide des potentats locaux pour gagner le combat contre les talibans. L'article décrit à quel point les détenteurs du pouvoir et seigneurs de guerre locaux sont entre temps intégrés dans les structures de sécurité. Pourtant cette réalité sape dans une large mesure les efforts de démocratisation. Cette contradiction apparaît en la personne du président Karzai lui-même, représentant la modernité et simultanément responsable d'un „système de sécurité antilibéral“.

L'article décrit en détail les processus ayant conduit à cette situation complexe puis soulève la question de savoir si, à l'avenir, les Etats-Unis parviendront à renoncer à l'appui des détenteurs locaux du pouvoir comme rempart contre les talibans. Le débat porte également sur d'autres stratégies possibles pour le futur. Faut-il poursuivre dans cette voie ou au contraire accorder aux talibans une certaine autonomie locale? Les auteurs en arrivent à la conclusion que cette dernière approche ne ferait qu'affaiblir davantage l'autorité de l'Etat, ralentir le développement économique et entraver les droits des femmes.

19.01.2012

Info

- [L. Brozus, 2011. Preis der Wahl.](#)
- [C. Maass et T. Ruttig, 2010. Afghanistans Parlamentswahl.](#)

Nouvelle étude sur le prix des élections

La fondation allemande Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP) vient de publier l'étude „Der Preis der Wahl“ – le prix des élections. Son auteur Lars Brozus y sonde la violence commise durant les processus électoraux dans des Etats fragilisés, puisqu'elle représente un défi de taille à l'efficacité et à la légitimité des efforts de démocratisation internationaux. Depuis 2000, 20 à 25 pourcent de toutes les élections à travers le monde ont été ensanglantées de morts violentes. L'auteur explore les raisons et les effets de divers types de violence liée aux élections ainsi que les multiples motifs des acteurs concernés. Il argumente que la compétition pour le pouvoir est au centre du processus électoral et que la violence perpétrée pendant les élections dépend ainsi largement des coûts d'une défaite dans les urnes ou des bénéfices tirés d'une victoire. L'auteur recommande donc comme mesure à long terme, de restreindre les avantages liés au pouvoir, dans la mesure où les perdants participeraient également aux processus politiques. La garantie d'une participation politique minimale, indépendamment des résultats électoraux, peut être assurée par des éléments de démocratie directe, par la protection constitutionnelle des droits des minorités, le système électoral ou des mécanismes de partage du pouvoir. Selon Brozus, il faut aussi encourager à court terme la transparence des processus électoraux, puisque les scrutins crédibles et transparents sont les plus susceptibles de prévenir et désamorcer les reproches de fraude. Le rapport de la Fondation SWP sur les élections de 2010 en Afghanistan constitue une étude de cas intéressante et comprend une analyse de la violence ayant éclaté lors de ces élections. Dans les conclusions, Brozus préconise le retardement des élections dans les pays sortant d'un conflit, jusqu'à ce qu'émerge un paysage médiatique indépendant et multiple, par exemple, et que la sécurité soit garantie. Mais le moment du scrutin ne peut pas être déterminé par les acteurs externes, puisque l'enracinement national et local des processus démocratiques reste la clef du succès.

20.01.2012

Sur le Web

Info

- [Afghanistan Analysts Network](#)
- [Foreign Policy: ACPAK](#)

Informations en ligne sur l'Afghanistan

Le réseau Afghanistan Analysts Network (AAN) propose l'une des principales plateformes Internet fournissant des contenus sur l'Afghanistan. L'AAN met à disposition des contributions de blogs, par exemple sur des développements de politique intérieure ou sur des programmes de désarmement et de réintégration pour les combattants talibans, ainsi que des publications sur des scénarios possibles après le départ des troupes internationales en 2014. Les analyses approfondies sont rédigées par des experts reconnus et permettent de se faire une idée détaillée de la réalité complexe du pays. Les rapports et papiers de discussion mis en ligne soulèvent des questions pertinentes de politique de développement dans cet environnement difficile et violent. Le site web offre aussi un aperçu des conférences et manifestations passées et futures en lien avec l'Afghanistan.

La revue politique renommée *Foreign Policy* propose un service en ligne qui relate l'actualité quotidienne en Afghanistan. Des articles de presse internationaux et des dépêches d'agences réunis dans le bulletin d'ACPAK permettent aux personnes intéressées de s'informer quotidiennement sur les principaux événements en Afghanistan. Ces deux sites web complémentaires donnent ainsi accès à des analyses détaillées et à des renseignements actuels sur l'Afghanistan. 19.01.2012

Editeur: Centre pour la promotion de la paix ([KOFF](#)) / [swisspeace](#)

Adresse: Sonnenbergstrasse 17, CH - 3000 Bern 7
Tel: +41 (0)31 330 12 12; Fax: +41 (0)31 330 12 13

Rédaction: [Lukas Krienbuehl](#)

Traduction: [Jean-François Zurbriggen](#)

Layout: [Liliana Rossier](#)

Parution: Le bulletin du KOFF (Newsletter KOFF) paraît le premier de chaque mois (à l'exception du 1er août et du 1er janvier) en langue allemande, anglaise et française. Il est distribué par voie électronique. Tous les numéros déjà parus sont disponibles sous forme de fichiers PDF sur les [sites web du KOFF](#). Dans les [archives en ligne](#), on peut effectuer une recherche par mots-clés dans tous les articles.

KOFF est un programme de swisspeace. Il est soutenu par le Département fédéral des affaires étrangères ([DFAE](#)) et les ONG suisses suivantes:

- [Action de Carême](#) • [Alliance internationale pour la consolidation de la paix, Interpeace](#) • [Alliance Sud](#) • [Appel de Genève](#)
- [Association pour la démilitarisation](#) • [BAHA'I](#) • [Brücke Le pont](#) • [Caritas Suisse](#) • [cfd](#) • [CIMERA](#) • [Conseil suisse de la paix](#) • [Croix-Rouge suisse](#) • [DCAF](#) • [Eirene Suisse](#) • [EPER](#) • [Femmes de Paix Autour du Monde](#) • [Femmes pour la Paix Suisse](#) • [Fondation Hirondelle](#) • [Fondation village d'enfants Pestalozzi](#) • [Forum für Friedenserziehung](#) • [GSsA](#) • [Green Cross Suisse](#) • [Helvetas](#) • [ICP](#) • [Initiatives et Changement](#) • [Intercooperation](#) • [International Association for Human Values](#) • [Ligue suisse de femmes catholiques](#) • [Lucerne initiative for peace and security](#) • [Media 21](#) • [medienhilfe](#) • [Medico International Suisse](#) • [mission 21](#) • [MIVA Suisse](#) • [Solidar Suisse](#) • [Organisation suisse d'aide aux réfugiés](#) • [Palmyrah](#) • [Peace Brigades International](#) • [Peace Watch Switzerland](#) • [Quaker United Nations Office](#) • [Swiss Academy for Development](#) • [Service Civil International Suisse](#) • [Société pour les peuples menacés](#) • [Swissaid](#) • [TERRE DES FEMMES Suisse](#) • [terre des hommes Suisse](#) • [TRIAL](#) • [World Vision Suisse](#)

